

Le chômage, La dette, La Grèce,

Des affaires bien rentables !

Par Denis Garnier

Avant-propos :

C'est un article de Médiapart, [« La Cour des comptes européenne accable la gestion de la crise grecque »](#), publié le 18 novembre 2017, qui me conduit, plus de deux ans après, à reprendre le texte ci-dessous, écrit en juillet 2015.

Cet article de Médiapart introduit ainsi le propos :

« La Cour des comptes européenne dresse un constat implacable des trois plans de sauvetage européens pour la Grèce. Des critiques formulées de longue date par nombre d'économistes sont confirmées, notamment le dogmatisme et l'irréalisme sans précédent de la Commission européenne. » (Lien sur ce [rapport ici](#))

Le chômage et la dette des Etats sont confirmés comme des outils économiques au service de la rente et du capital au détriment des peuples. Ce texte de 2015, que je vous propose ci-après, est toujours d'actualité et peut vous permettre de mieux comprendre le monde dans lequel nous sommes. *(Quelques données factuelles ont été mises à jour)*

Pour choisir, pour voter, il faut comprendre et pour comprendre il faut s'enrichir de tous les points de vue certes, mais aussi et surtout d'informations factuelles.

Ce ne sont que des mots, mais ils peuvent vous rendre plus riche.

Résumé :

Les mesures « *en faveur* » de l'emploi s'accumulent depuis 40 ans sans effet durable et c'est normal. La France a connu une fulgurante ascension du chômage à partir des années 70 et un maintien dans un tunnel de 8% à 10% depuis 1980. Un enchaînement machiavélique va donner les pleins pouvoirs au marché. La déréglementation des marchés financiers des années 70 provoque une explosion des dettes et place les Etats dans une totale dépendance. La révolution numérique des années 90 amplifie formidablement les outils spéculatifs qui permettent de transformer le monde de l'entreprise en un produit financier.

Il existe pourtant des réponses qui permettraient d'infléchir ces constats. Trois méthodes principales sont soutenues par Thomas Piketty dans son dernier livre : « *l'impôt sur le capital, l'inflation et l'austérité* », en soulignant immédiatement que *l'impôt exceptionnel sur le capital privé est la solution la plus juste et la plus efficace* »

Mais l'emploi n'est pas une priorité pour l'Europe. La Grèce est un laboratoire d'expériences ratées conduisant les peuples dans la plus grande désespérance. C'est une volonté délibérée des dirigeants européens de privilégier les rentiers au détriment des travailleurs. Le chômage et la dette sont devenus leurs outils essentiels pour abaisser les salaires, précariser l'emploi et rendre plus servile le monde du travail. Pour justifier cette austérité, il est dit que la France vivrait au-dessus de ses moyens. C'est vrai ! La multiplication des cadeaux fiscaux et des niches fait chuter les recettes de l'Etat de 100 milliards d'euros par an. Depuis 30 ans, ce sont quelques 200 milliards d'euros qui sont détournés chaque année du monde du travail pour satisfaire les envies toujours plus insatiables des rentiers.

L'Europe se trompe mais persiste. Lorsque les spéculateurs demandent un rendement de 10% par an aux entreprises alors que les richesses produites n'évoluent que de 1% ou 2%, la différence est forcément prélevée sur le restant produit. C'est pourquoi, sans changement radical du système actuel, les politiques qui se succèdent au pouvoir depuis plus de 40 ans maintenant continueront de contenir le chômage dans la fourchette des 8% à 10% car c'est vraiment une affaire trop rentable.

Introduction :

Le chômage est certainement le cancer le plus redoutable dans une société démocratique. Bien sûr, si l'on observe le phénomène à travers le microcosme des bénéficiaires d'un emploi à temps plein, de surcroît bien rémunéré, ou par le prisme de ceux qui détiennent les capitaux essentiellement détournés du monde du travail, les données sont relatives dans la mesure où le taux affiché des "sans emploi" ne concernerait pas 90% de la population active. Il n'y aurait que 10% des travailleurs touchés par ce mal ? Rien n'est plus faux !

Faut-il ignorer les 80% de contrats de travail qui s'opèrent aujourd'hui par durée déterminée ? Doit-on cacher les 8,6 millions de Français qui vivent en dessous du seuil de pauvreté¹ et taire l'expression de "travailleurs pauvres" ? Doit-on se contenter du blocage des rémunérations alors que la productivité horaire ne cesse de s'accroître ? Faut-il cacher les traumatismes du travail, véritables résultantes de l'intensification de son organisation et qui mène aujourd'hui à un débat sur la reconnaissance du syndrome d'épuisement professionnel dans le cadre des maladies professionnelles ? Faut-il oublier les agriculteurs, les gens de la terre, qui ne peuvent plus vivre de leur travail et qui connaissent le taux de suicide le plus élevé du monde du travail ?²

Tous ces maux d'une société dite moderne ont une cause principale. La financiarisation de l'économie par la trahison des pouvoirs politiques démocratiquement élus.

La situation économique de la Grèce est le révélateur d'un système qui atteint aujourd'hui ses limites. Si la finance était l'ennemi de François Hollande le court instant d'une campagne électorale, elle gouverne aujourd'hui les Etats. Dans ce monde de prédateurs et de proies, le chômage est le bras armé de la guerre des classes que mène les détenteurs de capitaux contre ceux qui n'ont que leur force de travail.

Cet article veut exposer ce monde tel qu'il est, en prenant quelques appuis sur l'ouvrage de Thomas Piketty, « *Le capital du XXIème siècle* ». Ce livre, vendu à près de 2 millions d'exemplaires dans le monde, résultat de 15 ans de recherche, est aujourd'hui une référence incontournable non seulement

en matière économique, mais surtout en sciences sociales pour comprendre le monde des inégalités.

Pour changer il faut bouger ! Mais pour bouger il faut être motivé ! Pour trouver cette motivation il faut être informé. C'est l'objet essentiel de ce texte qui pourrait être largement diffusé si vous en partagez l'ambition.

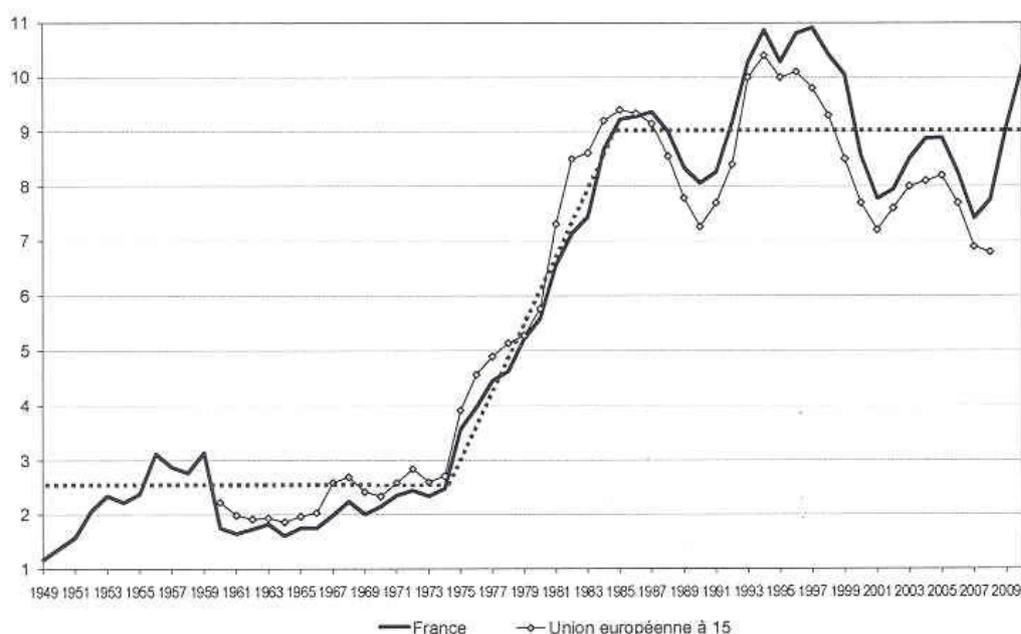
Une inefficacité ciblée et bien orchestrée

Les mesures en faveur de l'emploi s'entassent en même temps que le nombre de chômeurs.

L'évolution des courbes du chômage et les affirmations éplorées de nos gouvernants depuis une quarantaine d'année démontrent leur incompréhension des règles économiques ou, plus probablement, leur volonté de masquer l'évidence par des discours qui ne collent pas avec la réalité. Une sorte de mensonge public ? L'incantation est pourtant bien réglée. « *Notre priorité c'est l'emploi !* » : tu parles ! Il en est ainsi depuis la fin des trente glorieuses, la période 1945-1975. Tout en clamant ce poncif à tout bout de champ des centaines de mesures ont été prises pour soi-disant créer de l'emploi ! Des mesures de droite ! Des mesures de gauche ! Mais aucune ne sera susceptible d'enrayer la formidable ascension de ce qui reste un drame individuel pour tous à défaut d'être un intérêt collectif pour chacun.

Le chômage est bien le résultat d'un choix politique et économique aux conséquences désastreuses pour le monde du travail et prolifiques pour le monde de la finance.

Depuis les années 1970 aucun plan de lutte contre le chômage n'a produit d'effet durable. En observant le graphique ci-dessous on constate, en France comme en Europe, une fulgurante ascension du chômage à partir des années 70 et un maintien dans un tunnel de 7% à 11% depuis 1980. Même si la France fait moins bien que le reste de l'Europe, les évolutions sont identiques. Ceci n'a rien d'étonnant car les mêmes recettes ne peuvent produire que les mêmes effets. En fait de recettes il s'agit plutôt de Traités Européens.



Graphique n°1 : L'évolution du chômage en France et en Europe

Ce constat est dramatique mais tout à fait logique car aucune des mesures proposées pour enrayer le chômage ne s'attaquent aux causes véritables. Avant d'observer les objectifs portés par les traités européens, il est nécessaire de comprendre le contexte dans lequel ils ont été mis en œuvre. Nous observerons tout d'abord le dérèglement du système monétaire des années 1970 pour mesurer ensuite les conséquences de la révolution numérique qui accélérera et amplifiera les excès du marché devenu libre.

Un enchaînement machiavélique va donner les pleins pouvoirs au marché !

La décision du 15 août 1971 des Etats-Unis de suspendre la convertibilité du dollar en or entraîne le libre échange. En effet jusqu'à cette date le nombre de dollars en circulation devait correspondre une somme équivalente en or.

Les changes entre les devises de chaque pays deviennent flottants, c'est-à-dire qu'ils dépendent désormais du pouvoir du marché. Il n'y a plus de règles internationales. L'économie sera financiarisée. La mondialisation est née. « C'est dans ce contexte que l'émission de monnaie, libérée de toute liaison avec un étalon quelconque, a pu s'articuler avec les exigences propres du système financier. »³

C'est la fin des accords de Bretton Wood⁴.

Mais ce n'est pas la seule explication. Dix-huit mois plus tard, les exigences du système financier semblent concrètement trouver leur traduction en France par la loi du 3 janvier 1973, dite loi « Pompidou-Giscard d'Estaing ». Selon ses détracteurs, elle interdit à l'Etat d'emprunter à la Banque de France et l'oblige à le faire auprès des banques privées avec intérêts. Cette lecture de la loi de 1973 et de ses conséquences est très controversée. A vrai dire, la Banque de France ne pouvait prêter à l'État sans intérêt « que » 10,5 milliards puis 10 autres milliards à taux très faible. Au-delà, l'État devait emprunter sur le marché privé.

Quelles que soient les interprétations des uns et des autres, l'observation des conséquences démontre que nous sommes entrés dans l'ère de la dette. Les marchés ont pris la clé du financement des États.

Cette privatisation du crédit sera définitivement inscrite en 1993 à l'article 104 du traité de Maastricht, puis en 2007 à l'article 123 du traité de Lisbonne : *« Il est interdit à la BCE et aux autres banques centrales des états membres, ci après dénommées « banques centrales nationales » d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des Etats membres ; l'acquisition directe auprès d'eux par la BCE, ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite ».*

Il n'en faut pas plus au marché pour faire de la dette publique une affaire rentable. Comme le démontre le graphique n°1 sur les courbes du chômage en France et en Europe, les mêmes causes produisent les mêmes effets, ce qui rend caduque tous les discours sur les mesures franco-françaises qui prétendraient enrayer ces évolutions sans changer les contraintes de l'Europe.

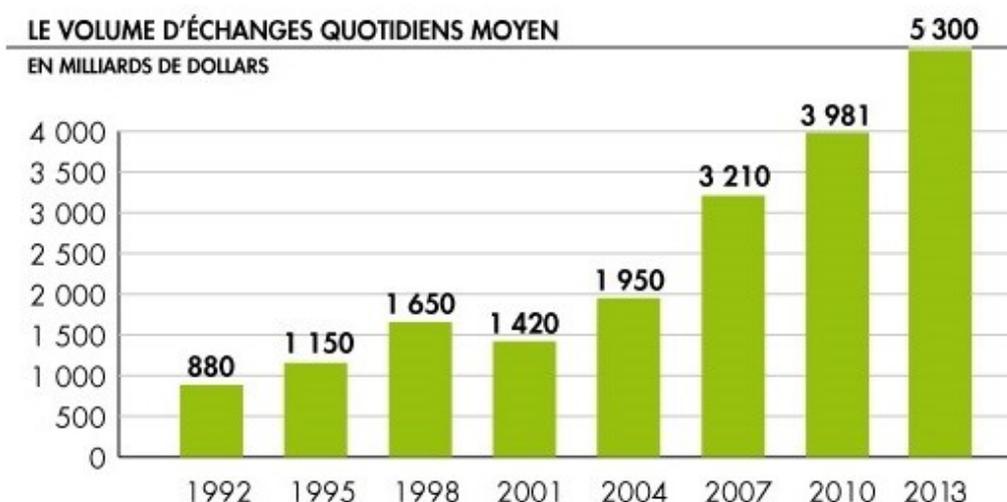
Lorsque le Président de la République François Hollande dans son discours du 14 juillet 2015 indique qu'il ne se représentera pas en 2017, si la courbe du chômage n'est pas inversée, il omet de préciser à quel niveau de cette courbe il pensera avoir atteint ses objectifs. (La suite de l'histoire a démontré un nouvel échec de la politique suivie).

La révolution numérique est un formidable accélérateur

« De la même façon que la machine à vapeur puis l'électricité ont rendu possible l'apparition de l'usine, puis de la firme géante, entraînant la concentration des emplois dans les villes et les banlieues, l'Internet et la révolution numérique déterminent peu à peu la base organisationnelle d'une « nouvelle économie » fondée sur le réseau. » ⁵

Le marché financier est réellement devenu planétaire grâce à la création de systèmes de communication qui relient les places financières entre elles 24h sur 24. Des placements sont effectués à la nanoseconde pour parier à la baisse ou la hausse sur des valeurs d'entreprises ou des matières premières avec des paiements différés qui permettent d'encaisser des plus values sans avoir besoin d'avancer le moindre centime. Avec cette révolution numérique les outils spéculatifs se sont développés pour atteindre des sommets qui dépassent de très loin l'économie réelle, c'est-à-dire celle qui est faite de salaires, de dépenses, d'investissement, d'impôts, etc.

Selon la Banque des règlements internationaux (BRI), le volume des transactions sur le marché des changes a bondi de plus de 30 % depuis 2010, pour atteindre **5.300 milliards de dollars par jour** en avril 2013, soit 25 fois le PIB mondial nominal en 2013 (73.000 milliards), rien que pour les échanges de devises ! ⁶



Graphique n°2 : volume des échanges de devises sources FOReign EXchange market

Cela revient à dire que les simples échanges de devises représentent 25 fois l'économie réelle ! Si l'on ajoute à cela l'ensemble des transactions qui ne sont pas directement rattachées à l'économie réelle des ménages et des entreprises, c'est-à-dire à l'activité économique traditionnelle, nous atteignons des sommes qui dépassent l'entendement.

La même Banque des Règlements Internationaux (BRI) vient de publier une étude statistique sur le montant des produits dérivés dans le monde à la fin 2013, et ceux-ci atteignent le montant incroyable de 710.000 milliards de dollars (710.000.000.000.000 dollars). Pour prendre un élément de comparaison, le PIB des Etats-Unis en 2013 se monte à 16.000 milliards de dollars, soit 44 fois moins.

Un autre élément de comparaison ; en clair une simple taxe de 0,038% par an sur les produits dérivés permettrait d'éliminer la faim dans le monde d'ici à 2030. ⁷ Ceci ne serait pas grave si la crise de 2007 n'avait pas plongé tous les Etats dans une crise financière assimilée à celle de 1929. Les conséquences de la faillite de la banque Lehman Brothers sur la France sont terribles :

- *« Le nombre de chômeurs au sens du Bureau International du Travail (BIT) est ainsi passé de moins de 2 millions à près de 2,8 millions, une hausse de 40% entre mi 2008 et mi 2014. Le taux de chômage est ainsi passé de 7,3% à 10,2% de la population active*
- *La dette publique, « au sens de Maastricht » estimée par l'Insee, a été évaluée à la fin du deuxième trimestre 2016 à 2 170,6 milliards d'euros, soit 98,4 % du PIB. Elle avait dépassé les 2 000 milliards au premier trimestre 2014. Elle représentait 683,6 milliards d'euros à la fin de 1995, ou 55,8 % du PIB et avait atteint 1 253,1 milliards d'euros (64,4 % du PIB) à la fin de l'année 2007*
- *Les prélèvements obligatoires ont notamment fortement augmenté sous les gouvernements Fillon et Ayrault ». Plus 140 milliards par an et 1,7% de PIB. » ⁸*

A partir de la faillite de la plus grosse banque américaine, transformée en casino pour quelques uns, ce sont les peuples qui doivent éponger les pertes par les impôts, les taxes nouvelles, le chômage et la précarité.

Ce simple fait démontre l'internationalisation du pouvoir financier et la nécessité de protéger un minimum l'espace économique européen qui est devenu le plus grand courant d'air financier de la planète. Il convient d'ajouter qu'une solution repliée sur le seul territoire français, comme le revendique la droite extrême du Front National en France, est une absurdité toute aussi grande que l'austérité.

L'emploi n'est pas une priorité pour l'Europe !

Cette dérégulation du système monétaire, l'accélération et l'amplification de la financiarisation de l'économie, sont largement exploitées en Europe par une majorité de pays adeptes du libéralisme le plus cynique. La quasi mise sous tutelle de la Grèce le 13 juillet 2015 démontre à quel point la démocratie en Europe n'a plus de prise sur la financiarisation de l'économie. La Banque Centrale Européenne, indépendante des Etats, a pour principal objectif de maintenir le pouvoir d'achat de l'euro et donc la stabilité des prix dans la zone euro. L'inflation est donc l'ennemi essentiel de l'Europe alors même qu'elle pourrait devenir une partie de la solution comme nous le verrons plus loin dans ce texte.

Le système mis en place pour étrangler la démocratie est relativement simple. Ne pouvant directement prêter aux Etats membres, c'est la Banque Centrale Européenne qui prête aux banques privées à 1%, ces dernières pouvant ainsi dégager d'importants bénéfices en prêtant à leur tour aux Etats avec des intérêts bien supérieurs. Ainsi, nous pouvons lire dans La Tribune que « *par deux fois, le 20 décembre 2011 et le 29 février 2012, la Banque Centrale Européenne a ouvert grand les vannes, pour accorder aux banques autant de liquidités qu'elles le demanderaient, au taux de 1 % pour trois ans. Le bilan global de ces opérations « non conventionnelles » est spectaculaire, tant par son montant brut (1 019 milliards soit 489 milliards puis 530 milliards) que net.* »⁹

Et l'article de poursuivre : « *Contrairement à une idée répandue, cet argent n'a pas servi à financer l'économie réelle. Il a suivi un circuit très complexe, qui a fini par le faire revenir dans les comptes... de la BCE.*

En gros, les banques des pays du Sud ont emprunté l'argent à la Banque centrale, puis l'ont transféré dans la zone euro pour payer leurs dettes auprès des autres banques, créditrices, surtout celles du Nord de l'Europe (Allemagne et Pays-Bas principalement), qui se sont empressées de redéposer ces quelque 500 milliards dans le seul endroit sûr : leur propre compte bancaire à la BCE ! »

Aucun européen n'a pu ressentir la moindre amélioration de sa situation car ces 1 019 milliards créés par la BCE ne servent que les intérêts des banques privées. Il en est de même pour les prêts accordés à la Grèce et qui ne servent qu'à rembourser les créanciers et non les investissements nécessaires pour relancer l'économie.

Joseph Stiglitz est vent debout contre l'attitude de l'Europe sur le dossier grec : « *Les dirigeants européens et occidentaux critiquent la Grèce pour son incapacité à collecter l'impôt. Dans le même temps, les Occidentaux ont créé un système d'évasion fiscale mondial... et les pays avancés essayent de contrer l'effort global pour stopper l'évasion fiscale. On ne peut pas être plus hypocrite »*¹⁰

Selon une estimation donnée par l'ONG Oxfam, les pays en développement perdent chaque année 100 milliards de dollars de recettes fiscales qui ne sont pas acquittées par les multinationales opérant sur leur sol.

2017, le rapport de la Cour des Comptes Européenne commenté par l'article de Médiapart est édifiant.¹¹

« Des armées d'experts en chambre, de responsables politiques, pétris de dogmatisme, d'idées préconçues, faisant preuve parfois de ce qu'on est tenté de qualifier d'une inculture économique crasse, discutent et arrêtent des mesures, qui s'inscrivent dans leur catéchisme, sans même prendre la peine d'en discuter la pertinence, sans même revenir dessus si les faits viennent démentir leurs assertions. À aucun moment, la prise en considération que la Grèce est un pays, avec son histoire, sa géographie, son économie propre ne transparait. À aucun moment, ils ne semblent envisager que les décisions ont des répercussions immédiates, parfois dramatiques sur la vie des gens. Ils ont leur modèle. Il est universel. »

« La Grèce, en tout cas, a été une bonne affaire pour elle et les pays européens créanciers. En octobre, Mario Draghi, le président de la BCE, a reconnu que la banque centrale avait réalisé 7,8 milliards d'euros de plus-values entre 2012 et 2016 sur ses rachats de titres grecs.

Les Etats en toute dépendance

Le sort économique des Etats européens dépend désormais des humeurs du marché et des agences de notation qui s'accorderont pour réduire ou augmenter le taux des emprunts en fonction du risque estimé par eux.

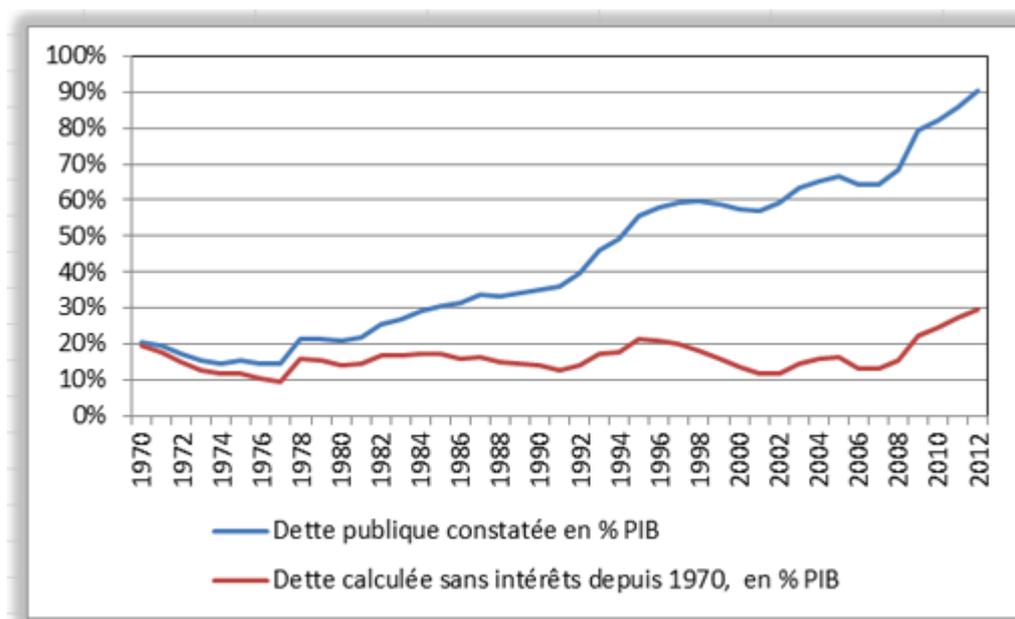
C'est ainsi que progressivement tous les investissements d'Etats seront financés par les banques privées avec intérêts au lieu d'être couverts par leur banque centrale sans intérêt, c'est-à-dire par l'impôt. Cette situation qui s'applique en particulier à tous les pays de la zone euro remet en cause la démocratie qui est aujourd'hui clairement menacée.

Si nous prenons encore l'exemple de la Grèce, nous pouvons observer que les taux d'emprunts accordés à la Grèce ont bondi dès l'élection qui a conduit à la nomination de Monsieur Tsipras comme premier ministre Grec. Nous avons pu lire dans un article du Figaro du 15 février 2015 ¹², *« Ce jeudi, dès les premiers échanges sur les marchés obligataires de la zone euro, le taux d'emprunt à 10 ans du pays s'est dangereusement approché des 11% contre 9,678% à la clôture hier, très loin du plus bas touché début septembre à 5,520%. Ce taux avait déjà franchi à la hausse le seuil des 10% après les législatives qui ont amené au pouvoir Alexis Tsipras, mais l'avancée des discussions autour de sa dette avait permis à ce rendement de se détendre un peu. Ce nouveau regain de tension traduit aujourd'hui l'inquiétude des investisseurs après la décision de la BCE de priver les banques grecques d'un important canal de financement. Hier, l'institution de Francfort a mis le couteau sous la gorge de la Grèce en annonçant qu'elle suspendait, à compter du 11 février, un régime de faveur qui permettait aux banques du pays de financer des achats d'obligations grecques - et donc à l'État grec de lever de l'argent - avec des garanties inférieures à ce qu'elle exige habituellement. »*

Si les élus ne se conforment pas aux décisions du monde de la finance alors les sanctions tombent. Rappelons pour la France que l'augmentation

des taux d'intérêts de 1% représente 20 milliards d'euros de charges supplémentaires. Ce simple fait démontre que la politique poursuivie jusqu'à ce jour, qui consiste à concentrer l'austérité sur les peuples, sera réduite à néant par la simple augmentation des taux d'intérêts. La dette est donc une affaire rentable dont le monde de la finance ne veut absolument pas se séparer.

Le graphique suivant fait état de l'évolution de la dette en France et observe ce qu'elle serait sans intérêts.



Graphique n°3 : la dette avec et sans intérêts -D'après sources INSEE

Nous pouvons constater que la dette publique de 25 milliards d'euros en 1970 atteint 1833 milliard d'euros fin 2012. (Et, à la fin du deuxième trimestre 2016 à 2 170,6 milliards d'euros, soit 98,4 % du PIB)

La France vivrait au-dessus de ses moyens

Tout le monde peut comprendre que lorsque les dépenses sont supérieures aux recettes la situation devient déficitaire. Cette situation ne peut se prolonger trop longtemps sans compromettre l'avenir de celui qui s'endette immodérément. C'est ainsi que de nombreux partisans du néo libéralisme européen prennent le prétexte de la dette pour dénoncer une France qui vit au-dessus de ses moyens. C'est vrai ! Depuis 1974, dernière année d'équilibre budgétaire, tous les budgets présentés par les

gouvernements successifs le furent en déficit. Les dépenses publiques sont supérieures au produit de la fiscalité. Mais que l'on ne s'y trompe pas. C'est le résultat de choix politiques en matière de fiscalité. Par exemple lorsque le gouvernement décide de réduire les charges des entreprises de 40 milliards, c'est une dépense de l'Etat, une charge fiscale.

*« Pour 2015, il est recensé 453 dépenses fiscales dont 420 dépenses fiscales ayant un impact budgétaire en 2015. Le coût total des dépenses fiscales est estimé à 81 934 millions d'euros. »*¹³ (81,9 milliards d'euros)

Réduire les dépenses de l'Etat de 50 milliards c'est aussi un choix politique avec les conséquences que l'on connaît en matière de dégradation des services publics.

Pour Jean Gadrey, Professeur honoraire d'économie à l'Université Lille 1, *« Si la dette a augmenté c'est d'abord parce que tout au long de ces années l'État s'est systématiquement privé de recettes en exonérant les ménages aisés et les grandes entreprises. Du fait de la multiplication des cadeaux fiscaux et des niches, la part des recettes de l'État dans le PIB a chuté de 5 points en 30 ans. »*¹⁴

Rappelons que 5% du PIB en France représentent un peu plus de 100 milliards d'euros.

Ces choix sont prisonniers du contexte économique dans lequel nous sommes. La charge annuelle des seuls intérêts de la dette représente près de 50 milliards d'euros par an ! Les taux sont historiquement bas et, comme nous l'avons vu précédemment une hausse du taux d'emprunt à long terme de 1% représenterait une charge supplémentaire de 20 milliards d'euros sur le budget de l'Etat. Si la troïka, (*Commission Européenne, FMI, BCE*) s'en prenait à la France et imposait les mêmes taux qu'à la Grèce, aux environs de 10%, la dette s'alourdirait de 200 milliards d'euros par an ! C'est certainement absurde, mais cela atteste de la fragilité de tous les dispositifs budgétaires qui ne s'attaquent pas aux causes réelles des crises successives.

Ceci explique bien évidemment l'absence de résultat en matière de chômage. Ce dernier continuera d'évoluer dans une fourchette oscillante entre 7% et 11% de la population active, tant que le système, organisant la monnaie, le crédit et donc la dette, sera aux mains d'intérêts privés mercantiles.

Des erreurs persistantes et des réponses ignorées :

Le bon sens de Piketty

Il semble inutile désormais de rechercher dans le programme des partis politiques les réponses à cette question de la dette. Thomas Piketty a publié « Le capital au XXI^{ème} siècle ». « Fruit de 15 ans de recherches, cette étude, la plus ambitieuse jamais entreprise sur cette question, s'appuie sur des données historiques et comparatives bien plus vastes que tous les travaux antérieurs ». En tirant de l'expérience des siècles passés les leçons pour l'avenir, cet ouvrage montre que les moyens existent pour inverser les tendances qui concentrent les patrimoines aux mains de quelques uns et menacent ainsi la justice sociale des sociétés démocratiques.

Cet éminent spécialiste de l'histoire de l'inégalité des revenus termine son ouvrage de 948 pages par la question de la dette publique.

Il rappelle tout d'abord *« qu'il existe deux façons principales pour un Etat de financer ses dépenses : par l'impôt, ou par la dette. D'une manière générale, l'impôt est une solution infiniment préférable, à la fois en termes de justice et d'efficacité. Le problème de la dette est qu'elle doit le plus souvent être repayée, si bien qu'elle est surtout dans l'intérêt de ceux qui ont eu les moyens de prêter à l'Etat et qu'il aurait été préférable de faire payer les impôts »*.

En fait Thomas Piketty nous explique qu'il vaut mieux mettre à contribution ceux qui ont les moyens pour payer des impôts plutôt que de les solliciter pour nourrir la dette.

C'est une question éminemment politique qui débouche sur des réponses qui devraient être portées par ceux qui aspirent à conduire les intérêts d'un pays, les intérêts de ceux qui vivent dans ce pays et non de ceux qui vivent sur le dos de ce pays.

L'austérité n'est pas la solution

Pour réduire la dette publique il existe trois méthodes principales que l'on peut combiner dans diverses proportions dit l'auteur : *« l'impôt sur le capital, l'inflation et l'austérité », en soulignant immédiatement que*

l'impôt exceptionnel sur le capital privé est la solution la plus juste et la plus efficace ».

De suite nous comprenons que l'austérité qui pèse sur les populations, et mise en oeuvre par l'Europe comme solution unique, n'est pas la bonne réponse.

Même le Fonds Monétaire International le reconnaît.

« Le Fonds monétaire international s'est livré à une étude de l'impact des politiques dites de consolidation budgétaire. Sa conclusion, en forme de mea culpa, est sans ambiguïté : l'austérité réduit plus fortement que prévu l'activité économique, et donc les rentrées fiscales, provoquant en fait un creusement du déficit. »¹⁵

L'observation de la situation en Grèce confirme ces erreurs dans les solutions avancées. Entre 2010 et 2015 le PIB Grec a chuté de 25%, le chômage est passé de 11% à plus de 26%, la dette est portée de 120% à 170 % du PIB, etc.

L'Europe se trompe mais persiste

La solution de l'austérité sera donc confirmée malgré ce constat d'échec en termes d'efficacité et il est désormais légitime de se poser la question sur la véritable ambition de l'Europe en matière économique.

La crise Grecque est un révélateur extraordinaire de cette anomalie européenne qui privilégie le capital au détriment du travail, qui privilégie les rentiers contre les peuples. C'est donc un échec total. Mais ça ne fait rien. L'Europe continue dans cette voie contre les peuples car il est clair désormais que les dirigeants européens représentent d'autres intérêts. Rappelons que le taux d'impôt sur les bénéfices des entreprises n'est que de 25 % en moyenne en Europe contre 40 % aux Etats-Unis.

Et pour cause !

Pour s'en convaincre il suffit d'observer les pratiques luxembourgeoises qui pourraient paraître scandaleuses si elles n'étaient pas légales.

Des accords fiscaux secrets entre le Grand Duché et 340 multinationales, dont Apple, Amazon, Ikea, Pepsi ou Axa, afin de minimiser leurs impôts,

sont ainsi révélés dans une enquête s'appuyant sur des documents obtenus par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ).

De grandes entreprises « *s'appuient sur le Luxembourg et ses règles fiscales souples, mais aussi sur les déficiences de la réglementation internationale, pour y transférer des profits afin qu'ils n'y soient pas taxés, ou très faiblement* », écrit notamment Le Monde¹⁶.

Le ministre des Finances luxembourgeois, Pierre Gramegna, a défendu la pratique de "tax ruling". Elle "*fait partie de notre patrimoine et nous voulons la perpétuer dans le respect des règles*". "*Le maintien d'une certaine compétitivité, loyale, entre les Etats dans le domaine fiscal est indispensable*", ajoutait le ministre du Grand-Duché.¹⁷

Lorsque l'on sait que Jean-Claude Juncker, l'actuel Président de la commission européenne, a été Premier ministre du Luxembourg entre 1995 et 2013, soit pendant la période où les accords mentionnés par l'ICIJ ont été signés, on comprend mieux l'acharnement de l'Europe à poursuivre son œuvre en faveur des possédants.

Ce même Jean-Claude Juncker qui à propos de la Grèce, vocifère que la démocratie ne peut remettre en cause les traités européens.

Si l'on ajoute à cela le passé du président de la Banque Centrale Européenne Mario Draghi à la Goldman Sachs entre 2002 et 2005, la banque qui avait conseillé la Grèce dans l'utilisation de produits dérivés pour masquer ses déficits budgétaires, on appréhende mieux cette Europe détachée des peuples.

Première solution : prélever un impôt exceptionnel sur le capital

Comme nous l'avons vu la dette ne peut pas être le moyen ordinaire de financer les Etats, sauf à considérer, comme les dirigeants de l'Europe actuelle essentiellement conservateurs et de droite, que les banques doivent privatiser les profits et les Etats mutualiser leurs dettes !

Nous l'aurons compris, tout démontre aujourd'hui que l'Europe actuelle poursuit d'autres intérêts que ceux des peuples.

Thomas Piketty, et de nombreux économistes avec lui, estime que « *la solution de loin la plus satisfaisante pour réduire la dette publique consiste à prélever un impôt exceptionnel sur le capital.* » Jamais cette

question n'est abordée et ce n'est pas la ridicule taxation sur les transactions financières que la France a sabordée¹⁸ qui peut devenir une réponse.

Par exemple, explique-t-il, *« un impôt proportionnel sur tous les patrimoines privés rapporterait près d'une année de revenu national (2000 milliards) et permettrait donc de rembourser immédiatement toutes les dettes publiques. »* Mais reconnaît-il *« il serait sans doute excessif de chercher à réduire d'un seul coup les dettes publiques à zéro. »* Mais *« un impôt progressif sur le capital prélevant 0% sur les patrimoines nets inférieurs à 1 million d'euros, 1% sur la tranche de patrimoine comprise entre 1 et 5 millions d'euros, et 2% sur les tranches supérieures à 5 millions d'euros rapporterait l'équivalent de 2% du PIB européen. »* (*Richesse produite en Europe*)

Ceci n'est ni utopique ni scandaleux si l'on rappelle *« le prélèvement exceptionnel sur le capital appliqué en 1945, et dont le but était notamment de réduire massivement l'endettement public avec un barème progressif montant graduellement de 0% à 25% pour les patrimoines les plus élevés. »*

C'était une volonté politique du gouvernement provisoire du général de Gaulle, une volonté qui n'existe pas aujourd'hui !

Deuxième solution : laisser filer l'inflation.

Selon l'auteur la meilleure façon de réduire la dette publique reste l'impôt exceptionnel sur le capital. *« Il s'agit de loin de la méthode la plus transparente, la plus juste et la plus efficace. A défaut, dit-il, il est possible d'avoir recours à l'inflation. »*

Cette solution a été utilisée à de nombreuses reprises. *« Par exemple en France et en Allemagne, l'inflation a été respectivement de 13% et de 17% par an en moyenne de 1913 à 1950. C'est ce qui a permis à ces deux pays de se lancer dans leur reconstruction avec une dette publique insignifiante au début des années 1950. »* Sans oublier, rappelle Thomas Piketty, *« qu'une part importante des dettes allemandes a été purement et simplement annulée par les Alliés à l'issue de la seconde guerre mondiale. »*

« L'inflation c'est l'euthanasie des rentiers » (J.M. Keynes). « Elle pénalise les vieux et la rente, et favorise les jeunes au travail » (Matthieu Pigasse « Révolutions » Plon 2012)

Elle peut donc s'apparenter à l'ennemi du capital.

Le tableau ci-dessous peut aider à la compréhension des effets de l'inflation.

salaire et emprunt fixe				salaire indexé-emprunt fixe					
inflation 0%				inflation 2%			inflation 5%		
année	salaire	emprunt	poind de l'emprunt sur salaire	salaire	reste	poind de l'emprunt sur salaire	salaire	reste	poind de l'emprunt sur salaire
1	1000	200	20%	1 000	800	20%	1 000	800	20%
2	1000	200	20%	1 020	820	20%	1 040	840	19%
5	1000	200	20%	1 082	882	18%	1 170	970	17%
10	1000	200	20%	1 195	995	17%	1 423	1 223	14%
15	1000	200	20%	1 319	1 119	15%	1 732	1 532	12%
20	1000	200	20%	1 457	1 257	14%	2 107	1 907	9%

A gauche la situation, sans inflation, d'un ménage qui bénéficie d'un salaire fixe (1000 euros) et d'un remboursement d'emprunt fixe à 200 euros par mois. Le poids de son endettement ne varie pas. Il reste à 20%.

Par contre si le salaire suit l'évolution de l'inflation, ce qui est le cas des rémunérations équivalentes au SMIC, plus l'inflation est élevée plus le poids de l'emprunt diminue.

Il en est de même pour les Etats. Plus l'inflation est élevée plus le poids de la dette fixe diminue.

La différence est un manque à gagner pour les rentiers et en l'occurrence pour ceux qui détiennent les capitaux. C'est pourquoi cette solution n'est pas retenue par l'Europe qui a fait de la lutte contre l'inflation le mandat essentiel de la Banque Centrale Européenne.¹⁹

Mais comme le souligne Thomas Piketty, « l'inflation est un outil relativement grossier et imprécis dans son ciblage. Les redistributions de richesses induites vont parfois dans le bon sens et parfois dans le mauvais. Certes si le choix est entre un peu plus d'inflation ou un peu plus d'austérité, il faut sans doute préférer un peu plus d'inflation. »

L'austérité n'est pas la bonne solution et pourtant !

Comme on a pu le constater les deux solutions avancées par Thomas Piketty ne sont absolument pas privilégiées ni même retenues, ni même

abordées par l'Europe libérale du XXI^{ème} siècle. Elles remettraient en cause le pouvoir exorbitant du capital qu'elle s'attache indéfectiblement à défendre.

Alors des trois solutions possibles, seule l'austérité sera retenue par l'Europe contre vents et marées, disons plutôt contre la démocratie. La révolte pacifique et démocratique grecque est un exemple salutaire qui devrait être suivi par tous les peuples d'Europe qui souffrent de cette austérité. Rester sourd à cet appel entraînera forcément un chaos de la démocratie en Europe.

Emmanuel Todd « *oblige à se demander si les hommes politiques, incapables de manipuler plus longtemps notre démocratie d'opinion, ne vont pas devoir purement et simplement supprimer le suffrage universel.* »²⁰

Lorsque Monsieur Junker, président de la Commission Européenne affirme que « *la démocratie ne peut remettre en cause les traités européens* », il donne écho à l'approche de cet historien, démographe et sociologue.

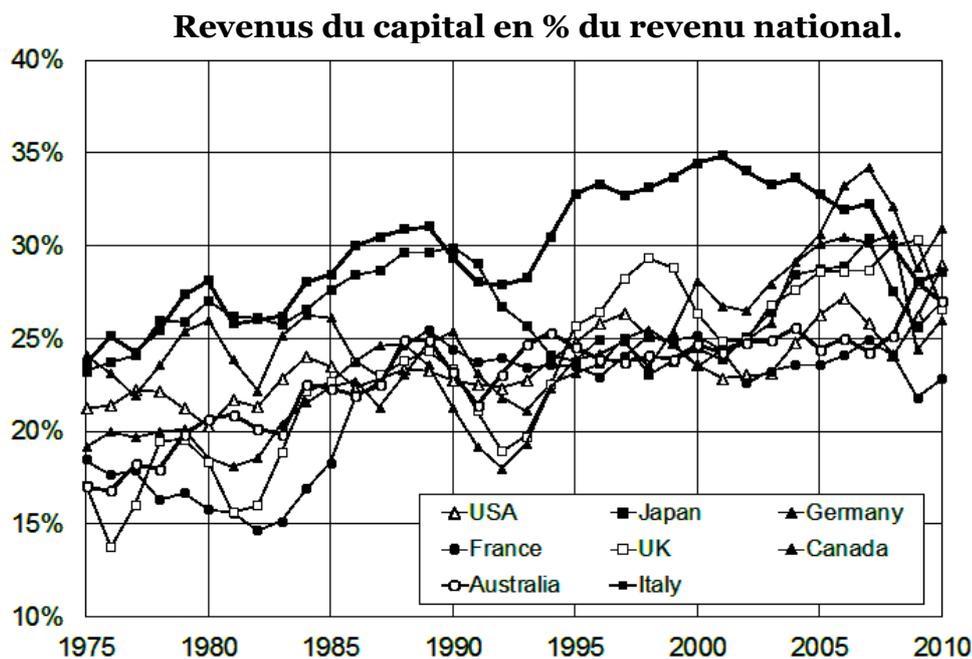
Dans tous les pays d'Europe, l'austérité frappe tous les peuples avec les mêmes conséquences. Un chômage qui dépasse les 10% de la population active (11,3 % en décembre 2014 dans la zone euro) et qui se maintient à ce taux depuis les années 80.

Le chômage, la précarité, la baisse des revenus, mais aussi le transfert des services publics dans les services marchands, les privatisations, etc., tout est orienté pour servir le capital au détriment du travail.

Le chômage comme pression sur les salaires

Contrairement aux messages répandus par ceux qui détiennent tous les pouvoirs, le chômage n'est pas une conséquence de la crise mais une arme pour lutter contre la hausse des salaires et privilégier les dividendes.

Il est intéressant de constater l'évolution de la part du capital depuis ces années 1970 jusqu'à ce jour pour comprendre le transfert qui s'opère au détriment du travail.



Graphique n°4 : sources Thomas Piketty -Le capital au XXIème siècle- p. 351

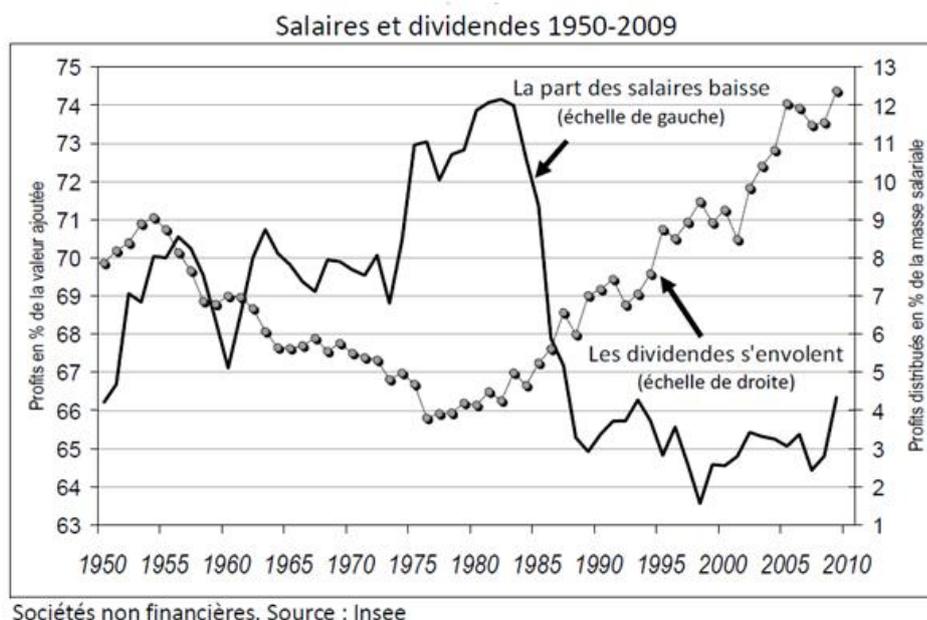
En France, la part du capital dans le revenu national est passé de 17% en 1975 à 23% en 2010 avec un plus bas à 15% (1982) et un plus haut à 25% (1988). Pour bien comprendre il faut savoir que le revenu national de la France (le PIB) est d'environ 2000 milliards en 2014. Lorsque la part du capital passe de 15% à 25%, soit une augmentation de 10%, cela représente 200 milliards d'euros. Cette somme correspond au transfert qui s'est opéré vers le capital au détriment du travail. Si l'on se contente uniquement d'observer l'évolution moyenne de ces 35 années, ce glissement est de l'ordre de 5% c'est-à-dire de 100 milliards d'euros. Cette somme correspond bien à celle qui est rapportée par Jean Gadrey dans l'article précédemment cité. (« *Du fait de la multiplication des cadeaux fiscaux et des niches, la part des recettes de l'État dans le PIB a chuté de 5 points en 30 ans.* »²¹)

Comme nous pouvons le constater dans ce graphique, cette tendance n'est pas uniquement française mais touche tous les pays riches. Depuis les années 70 lentement mais sûrement, le capital des rentiers récupère les gains de productivité qui sont constatés partout dans le monde et particulièrement en France.²²

Les dividendes plutôt que le salaire et l'emploi

Le graphique n°5 ci-dessous porte des courbes qui ne nécessitent pas de nombreuses explications si ce n'est que durant les 30 glorieuses et jusqu'en 1983 les salaires étaient indexés sur les prix.

C'est l'argument essentiel des grands argentiers de ce monde. Les salaires sont trop élevés en France et pèsent sur la compétitivité des entreprises.



Graphique n°5 : salaires et dividendes INSEE

Pourtant les entreprises françaises ont accordé 31,4 milliards d'euros à leurs actionnaires au cours du deuxième trimestre 2014 !

Les rémunérations des actionnaires ont ainsi augmenté de 30,3 % en France, contre 3,9% en Allemagne et 9,7% en Angleterre ! Et c'est la France qui fait les plus gros cadeaux aux actionnaires en offrant aux entreprises des milliards d'euros d'exonération pour soi-disant relancer l'emploi ! Selon « Le Figaro » en 2013 « *Les 6 000 aides aux entreprises forment un maquis illisible pour les chefs d'entreprise, coûtent 110 milliards par an et ne sont pas toujours efficaces* ». ²³ Et selon Christian De Boissieu, au cours d'une émission sur France Inter, ²⁴ "*les entreprises françaises bénéficient aujourd'hui de 270 milliards d'aides publiques.*" (*Niches fiscales comprises*)

Nous pouvons constater en observant le croisement de ces courbes entre l'évolution des salaires et celle des dividendes versés que ce n'est pas le coût du travail qui est trop élevé mais la part que s'approprient les détenteurs de capitaux dont les envies sont tout à fait insatiables.

Oui le travail des salariés est une affaire rentable car c'est à partir du détournement des fruits du travail que les plus folles spéculations sont organisées. Après avoir baissé les salaires, augmenté la précarité, réduit le nombre d'emplois au strict minimum, pillé les services publics en les privatisant ou en les asséchant, aujourd'hui c'est le droit du travail qui est attaqué pour augmenter encore la productivité et dégager des bénéfices toujours plus importants. Cela ne sera toujours pas suffisant car la concurrence est lancée entre tous les pays pour rechercher le moins disant social.

Il n'est pas nécessaire d'avoir fait de grandes études pour comprendre que lorsque les spéculateurs demandent un rendement de 10% par an aux entreprises alors que le taux de croissance des richesses produites n'est que de 1%, les 9% de différences sont forcément prélevés sur le restant produit.

C'est pourquoi, sans changement radical du système actuel, les politiques, qui se succèdent au pouvoir depuis plus de 40 ans maintenant, continueront cette défense du capital contre le travail car c'est vraiment une affaire trop rentable.

Denis Garnier

Juillet 2015 (revu novembre 2017)

garnierdenis2@orange.fr

¹ [Observatoire des inégalités](#) : - La France compte entre 5 et 8,6 millions de pauvres selon la définition adoptée. Depuis 2002, le nombre de personnes concernées a augmenté de 1,3 million. (9 septembre 2014) En 2012, le seuil de pauvreté situé à 60 % du revenu médian, pour une personne seule, est de 993 euros mensuels, celui à 50 % de 828 euros.

² Un agriculteur se suicide tous les deux jours en France, selon l'Institut de veille sanitaire (INVS), qui a [publié, jeudi 10 octobre 2013](#), la première étude officielle sur le sujet. En tout, près de cinq cents suicides d'agriculteurs ont été enregistrés sur trois années – 2007, 2008 et 2009. C'est ainsi la troisième cause de mort dans le monde agricole, après les cancers et les maladies cardiovasculaires, précise l'INVS.

³ Jean-Luc Gréau « La trahison des économistes » Editions Gallimard 2008- p 223

⁴ « Les accords de Bretton Woods prévoyaient que, si les Etats Unis avaient un déficit commercial, les autres banques centrales pouvaient exiger son règlement en or, donc, effectuer des retraits sur la fabuleuse réserve d'or accumulée par les Etats-Unis, essentiellement pendant les deux guerres mondiales » - James K. Galbraith « L'Etat prédateur » Editions du Seuil – sept 2009- p 75

⁵ « Impacts économique de la révolution numérique » Pierre-Alain Muet - Président de l'Association Française de science économique - 54^{ème} congrès -2005 - Revue économique 2006/3 (Vol. 57) - Éditeur : Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

⁶ Alternatives Economiques Jean Gadrey [« La finance pèse-t-elle 100 fois plus que l'économie réelle ? 10 fois plus ? Bien moins ? »](#) sept 2014

⁷ [Le Monde - 11 juillet 2015](#) - « Au prix d'un investissement de 267 milliards de dollars (239 milliards d'euros) par an pendant les quinze prochaines années, il est possible d'éliminer la faim dans le monde d'ici à 2030, estime l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans un [rapport](#) présenté vendredi 10 juillet. »

⁸ [« Les huit conséquences désastreuses de la crise de 2008 sur la France » La Tribune-](#) 15 septembre 2014

⁹ La Tribune 6 juin 2012 - [« Où sont passés les 1000 milliards de la BCE ? »](#)

¹⁰ Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, était à Addis Abeba pour soutenir la création d'un organisme fiscal international, sous l'égide de l'ONU, afin de lutter contre l'évasion fiscale des multinationales en Afrique. Il accuse les pays riches de chercher avant tout à protéger leurs grandes entreprises qui échappent à l'impôt dans les pays en développement.

¹¹ [« La Cour des comptes européenne accable la gestion de la crise grecque »](#) - Médiapart 18 novembre 2017 : [Rapport spécial n° 17/2017](#): L'intervention de la Commission dans la crise financière grecque - Cour des comptes européenne.

¹² [« Les taux d'emprunt de la Grèce flambent à plus de 10% »](#) Le figaro

¹³ Annexe au projet de loi de finance 2015 – tome 2 – version du 6 octobre 2014.

¹⁴ Jean Gadrey - Alternatives Economiques - [« 59 % de la dette publique française est illégitime ». Alors, on fait quoi ? »](#) 30 mai 2014

¹⁵ [« Le FMI révisé ses calculs : l'austérité nuit beaucoup plus que prévu à la croissance »](#) - La Tribune - Ivan Best - 09/10/2012

¹⁶ [« Evasion fiscale : le Luxembourg affirme que ses pratiques fiscales sont « conformes aux lois »](#) Le Monde du 6 novembre 2014

¹⁷ [« Comment les multinationales esquivent le fisc grâce au Luxembourg »](#) Challenge - 6 novembre 2014

¹⁸ Lancée au lendemain de la crise financière de 2008, l'idée de la TTF était de prélever 0,1 % sur les échanges d'actions et 0,01 % sur les produits dérivés. En réduisant l'assiette sur laquelle elle devait porter la France à saborder le dispositif. [« Comment la taxe sur les transactions financières est torpillée par la France »](#) Le Monde le 29 décembre 2014

¹⁹ L'article 127 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TUE), soit l'ex-article 105 du Traité de Maastricht, stipule clairement que « l'objectif principal du Système européen de banques centrales [...] est de maintenir la stabilité des prix ». Aucune quantification précise de cet objectif n'est cependant donnée dans le Traité. La BCE l'a interprété en énonçant qu'elle ciblerait une inflation inférieure, mais proche de 2 % à moyen terme.

²⁰ Emmanuel Todd - « Après la démocratie » éditions Gallimard, 2008

²¹ Jean Gadrey - Alternatives Economiques - [« 59 % de la dette publique française est illégitime ». Alors, on fait quoi ? »](#) 30 mai 2014

²² [« La productivité en France, au Japon, aux États-Unis et au Royaume-Uni au cours du XXe siècle »](#) - REVUE DE L'OFCE - 111 - OCTOBRE 2009

²³ Le Figaro : [« Les aides aux entreprises, coûteuses et peu efficaces »](#) publié le 18 juin 2013

²⁴ Emission de France Inter « le téléphone sonne » du mercredi 20 août 2014. Professeur d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne - Professeur au Collège d'Europe à Bruges - Membre du Collège de l'Autorité des Marchés Financiers.